# De grandes entreprises licencient leurs cadres intermédiaires

- > Emploi Cisco, Danone et BlackBerry ont décidé de couper dans le management
- > Réduire le nombre d'échelons permet d'accélérer les prises de décisions. estiment-elles

#### Sandrine Hochstrasser

4000 emplois à la trappe. Cisco a annoncé mercredi une réduction de 5% de ses effectifs mon-diaux. Une catégorie d'employés sera particulièrement touchée, indique le spécialiste en télé-communication: les cadres intermédiaires. Le groupe, qui compte plus de 350 salariés en Suisse, ne précise pas combien de responsa-bles helvétiques seront concernés.

D'autres multinationales ont également révélé vouloir tailler dans le management. Danone a annoncé en début d'année la sup-pression de 10% de ses effectifs de cadres en Europe, au moyen de départs volontaires, soit près de 900 emplois. Le nombre d'unités de management devrait être di-visé par deux, détaille le groupe alimentaire français.

Une nouvelle salve de licenciements se prépare par ailleurs chez BlackBerry, principalement au ni-veau des postes de management intermédiaires, annonce la presse spécialisée ainsi que le Wall Street

Pourquoi les entreprises qui veulent améliorer leur perfor-mance économique ciblent-elles les cadres? Lors d'une conférence téléphonique avec des analystes mercredi passé, John Chambers, président-directeur général de Cisco, expliquait qu'en réduisant le middle management, il avait pour objectif «d'accélérer les pri-

ses de décisions».

La rapidité et l'agilité. Ce sont également les raisons invoquées par Symantec. La multinationale de l'informatique, connue pour son antivirus Norton, a éliminé ce printemps 30% à 40% de ses postes de management. «Pour rendre

ble de s'adapter plus rapidement aux besoins des consommateurs», expliquait Steve Bennett à Bloomberg.

Au mois de juillet, près de 7600 cadres étaient inscrits au chômage, soit 13,4% de plus qu'il y a douze mois

Interrogé par Le Temps, Danone dit vouloir également simplifier son organisation. «Nous avions développé des unités opérationnelles propres à chaque pays. Le groupe était très décentralisé. Nous avons décidé d'alléger la structure administrative et de supprimer des comités de direc-tion, en regroupant les pays par région.»

Face à une concurrence croissante et une évolution rapide des marchés, «les organisations doivent accélérer leurs prises de déci-sions en supprimant des niveaux hiérarchiques», confirme Chantal Marino, directrice de l'Institut

futura21 à Genève, spécialisé dans l'accompagnement des ca-dres. Le développement des tech-nologies de l'information permet de se passer de certains échelons intermédiaires, en rapprochant la direction du terrain, constate-t-elle.

Les consultants articulent le chiffre de cinq ou sept employés au minimum par cadre. Et cinq échelons au maximum entre le di recteur général et l'employé de base. Medtronic, qui compte 48 000 salariés, a ainsi supprimé plusieurs strates l'année dernière

our atteindre ce chiffre magique La tendance de fond va se poursuivre dans toutes les orga-nisations, estime Chantal Ma-rino. «En Suisse, il existe encore de nombreuses PME qui comptent sur les cadres intermédiaires pour relayer les décisions du ma-nagement auprès des équipes. Ce tissu économique prendra plus de temps à suivre la tendance. Les entreprises proches des secteurs et des modes de fonctionnement des grands groupes seront plus vite concernées», nuance la spécialiste.

Les cures d'amaigrissement du management ne devraient pas améliorer le taux de chômage des cadres, en augmentation depuis deux ans en Suisse. Au mois de juillet, près de 7600 responsables hiérarchiques étaient inscrits à un office régional de placement, soit 13,4% de plus qu'il y a douze mois.

### Athènes met de l'ordre dans ses privatisations

> Restructurations Le ministre des Finances limoge un responsable pour conflit d'intérêts

L'opacité de la bureaucratie grecque appartient-elle au passé? En surface en tout cas, la décision du ministre des Finances de limoger dimanche le président du fonds hellénique chargé des privatisations (Taiped) va plutôt dans la bonne direction. Nommé en mars, après la démission de deux de ses prédécesseurs en moins d'un an, Stelios Stavridis rassurait par son profil de dirigeant d'entre-prise. Problème: cet ancien patron de la plus grande firme de distribution d'eau grecque Eydap n'a pas trouvé mieux, cet été, que de prendre place dans l'avion privé d'un riche homme d'affaires grec associé au consortium tchèque ac-quéreur pour 652 millions d'euros de 33% d'OPAP, le monopole hellénique des jeux d'argent. Un conflit d'intérêts que Yannis Stournaras, l'économiste chargé des Finances du pays depuis juin 2012, a choisi de sanctionner.

#### Révision des obiectifs

La question est de savoir si cette démission forcée va de nouveau ralentir le processus des privatisations dont les résultats sont très éloignés des objectifs initialement annoncés dans le cadre des plans d'aide européens. Au mo-ment du premier plan commu-nautaire de 110 milliards d'euros, en mai 2010, Bruxelles affirmait qu'Athènes pourrait dégager

50 milliards de ressources via la revente d'actifs publics d'ici à 2020. Changement radical d'objectif depuis: le chiffre de 10 milliards d'ici à la fin de la décennie tient désormais la corde. Outre tient désormais la corde. Outre OPAR, la seule grosse vente réali-sée jusque-là par Taiped est celle de 66% du capital de Desfa, le prin-cipal opérateur des gazoducs grecs, à la compagnie azerbaïdja-naise Socar pour 400 millions d'euros. Les autres dossiers sont als cur proportiones present la celplus ou moins en suspens. Les of-fres pour l'immense terrain de l'ancien aéroport d'Hellinikon près d'Athènes sont attendues pour le 29 octobre, tandis que les appels à propositions restent ouverts pour 49% des chemins de fer, pour les concessions des ports de Thessalonique et d'Athènes (une partie de ce dernier étant déjà aux mains des Chinois), et pour l'approvisionnement en eau de ces deux villes.

«Nous partons du principe que tout continue normalement», es-time la porte-parole de Taiped, Maria Tsinaridou. Un nouveau président doit maintenant être nommé par le Ministère des finances, puis approuvé par le parle-ment. Le fonds est, au quotidien, géré par un directeur, Yannis Emiris, et un adjoint, Andreas Taprantzis. Un observateur européen sans droit de vote fait partie de son conseil d'administration: Hervé Le Roy, des services économiques de l'ambassade de France à Athènes.

## Un parachute à 56 millions qui fait débat

> Thorsten Heins, directeur de BlackBerry, pourrait toucher 55,6 millions de dollars

C'est un document de 111 pages qui fait débat outre-Atlanti-que. Approuvé le 9 juillet par les actionnaires de BlackBerry, il dé-taille la rémunération de l'équipe dirigeante du fabricant de smartphones. Il précise surtout le mon-tant avec lequel les responsables de la société, et notamment son eur, **Thorsten Heins,** parti-ront. Ce mo-



ment pourrait approcher, vu que BlackBerry – en difficulté – annoncait il v a une semaine, les options. Dont celle d'une

Si Thorsten Heins est licencié sans que BlackBerry ne change de mains, il recevra 22 millions de dollars, S'il venait à être remercié dans le cadre d'une vente de la société, le montant comprendrait une compensation de 7,5 millions de dollars en tant que salaire et primes, 72 000 dollars d'avantages et d'épargne-retraite et 48 millions de primes en action.

#### Lien avec l'action

Que penser de cette somme? «C'est un montant élevé, mais la majeure partie du paquet est liée à l'évolution du cours de l'action: si l'entreprise affiche de bons résultats, si le titre prend de la valeur, le directeur et les actionnaires en bénéficient aussi», analyse Alain Sa-lamin, chargé de cours à HEC Lausanne et fondateur de AS-HR Consulting. L'action, à quelque 15 dollars en janvier 2012 (date de la prise de fonction de Thorsten Heins) vaut aujourd'hui quelque 10 dollars. «Dans son document, BlackBerry note que depuis son plus bas mi-2012, jusqu'à la fin de son dernier trimestre fiscal, fin mars 2013, l'action a progressé de 110%, poursuit Alain Salamin. Et le bénéfice par action, même s'il est toujours négatif, se situe audessus des attentes et explique la valeur élevée du paquet d'actions

octroyé.»

Dans son document, Black-Berry fait référence à d'autres sociétés high-tech. Une tentative pour justifier son plan de rémuné-ration? «La société note qu'avant ce plan, elle figurait dans le quart des entreprises les moins géné-reuses envers son directeur. Avec ce nouveau plan richement doté en actions, BlackBerry devient une des plus généreuses dans son secteur», estime Alain Salamin

### «Montant délirant»

Régis Künzli, directeur de Ce-pec, spécialisée dans les bench-marks et comparaisons salariales, est plus sévère: «Le montant prévu parait délirant. Toutefois, dans la mesure où le plan a été approuvé par les actionnaires, il ne reste qu'à s'incliner.» Régis Künzli es-time cependant que la part im-portante en actions est un aspect positif: «Ces actions sont bloquées sur plusieurs années. C'est une ga-rantie que le cours actuel n'a pas été «boosté» pour favoriser ce pac-kage.» Et le responsable d'avancer une explication pour le vote de ce plan: «Il est possible que les actionnaires souhaitaient la reprise et qu'ils voulaient éviter que le di-recteur ne mette les bâtons dans les roues.» Anouch Seydtaghia